



**Assemblée générale  
Conseil de sécurité**

Distr.  
GÉNÉRALE

A/52/358  
S/1997/719  
17 septembre 1997  
FRANÇAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

---

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE  
Cinquante-deuxième session  
Point 43 de l'ordre du jour  
LA SITUATION EN AFGHANISTAN ET SES  
CONSÉQUENCES POUR LA PAIX ET LA  
SÉCURITÉ INTERNATIONALES

CONSEIL DE SÉCURITÉ  
Cinquante-deuxième année

Rapport du Secrétaire général

I. INTRODUCTION

1. Le présent rapport est présenté en application du paragraphe 19 de la résolution 51/195 B de l'Assemblée générale, en date du 17 décembre 1996, dans lequel l'Assemblée a prié le Secrétaire général de lui présenter tous les trois mois durant sa cinquante et unième session un rapport sur les progrès de la Mission spéciale des Nations Unies en Afghanistan. Il est soumis aussi au Conseil de sécurité, qui a demandé à être régulièrement informé de la situation en Afghanistan. Il porte sur les trois mois qui se sont écoulés depuis la présentation du deuxième rapport, le 16 juin 1997 (A/51/929-S/1997/482).

II. ÉVOLUTION DE LA SITUATION EN AFGHANISTAN

Situation militaire

2. Les affrontements militaires entre les Taliban et les forces de l'Alliance du nord se sont poursuivis sur tous les fronts pendant la période considérée, les lignes de front restant relativement statiques jusqu'au 20 juillet, date à laquelle le commandant Ahmad Shah Massoud (Alliance du nord) a lancé une offensive majeure et capturé Charikar et la base aérienne de Bagram, au nord de Kaboul. L'offensive s'est poursuivie jusqu'à ce que les forces de Massoud parviennent à une vingtaine de kilomètres au nord de Kaboul, la capitale étant alors à portée de tirs de roquettes et d'artillerie. Les contre-offensives des Taliban et de nouvelles poussées des forces de Massoud n'ont guère modifié la situation sur le terrain. Les deux parties ont eu recours à des chars, à des tirs d'artillerie lourde et de roquettes et à des bombardements aériens pour ces attaques, qui ont fait au total entre 500 et 1 000 victimes parmi les combattants. Les pertes ont aussi été très importantes chez les civils.

3. Dans le centre du pays, des combats sporadiques ont opposé les Taliban et les forces du Hezb-i-Wahdat. Un millier de combattants des Taliban, pris en

étai à Sorkh Pars entre les forces de Massoud et celles du Hezb-i-Wahdat, ont réussi à s'enfuir à pied, abandonnant leurs armes lourdes. Dans l'ouest, des combats ont eu lieu près de la Morghab, dans la province de Badghis, mais sans que les lignes de front n'en soient beaucoup modifiées. La ville de Herat a été relativement calme. Dans le nord-est, la ville de Kunduz, capturée par les Taliban au mois de mai, est restée sous leur contrôle, de même que la majeure partie de la province et le nord de la province de Baghlan. Au début du mois de septembre, les forces du commandant Massoud ont capturé la ville de Khanabad à l'est de Kunduz, et ont assiégé l'aéroport de Kunduz qui était aux mains des Taliban. Dans l'est, les forces d'opposition aux Taliban ont appliqué des tactiques de guérilla, lançant des coups de main dans les provinces de Laghman, Kunar et Nangarhar.

4. La situation à Mazar-i-Sharif a été calme, à l'exception d'un échange de coups de feu, le 21 août, entre des éléments en principe sous le contrôle du dirigeant ouzbek, le général Abdul Malik. Le calme a été rétabli rapidement. Toutefois, la situation s'est vite détériorée lorsque des combats ont éclaté le 8 septembre dans la ville de Khulm (anciennement Tashkurgan), à une cinquantaine de kilomètres à l'est de Mazar, l'un des généraux de l'Alliance du nord ayant cherché à désarmer un commandant local qui voulait se rallier avec ses hommes aux Taliban. Profitant de la situation, les forces des Taliban se sont jointes à celles du commandant rebelle, ont brièvement pris le contrôle de l'aéroport de Mazar-i-Sharif et sont parvenus jusqu'aux faubourgs de la ville, ce qui a provoqué l'anarchie dans la ville et des scènes de pillage. Les bureaux locaux des programmes et organismes des Nations Unies ont été pillés, mais aucun des 14 membres du personnel international n'a été blessé. Les forces du Hezb-i-Wahd et celles du général Malik ont repris l'aéroport le 9 septembre et repoussé les Taliban à une quarantaine de kilomètres à l'est de Mazar. La situation est devenue plus compliquée encore, lorsque le général Rashid Dostum est arrivé à Mazar le 12 septembre, revenant de son exil en Turquie ostensiblement pour reprendre au général Malik son rôle de commandant des Ouzbeks afghans. De nombreuses unités armées du Mouvement islamique national d'Afghanistan (NIMA) auraient déclaré qu'elles suivraient le général Dostum. La situation dans la région reste très fluide.

#### Situation politique

5. Pendant que les combats se poursuivaient entre forces opposées, la situation politique en Afghanistan est restée pour l'essentiel sans changement pendant la période considérée. La faction des Taliban, depuis son quartier général de Kandahar, a continué à contrôler la capitale, Kaboul, et les régions peuplées surtout de Pachtous, et l'Alliance du nord, composée principalement d'Ouzbeks, de Tadjiks et d'Hazara, contrôle les zones correspondant à ces peuplements à partir de Mazar-i-Sharif, Taluqan et Bamyan. Cette division de facto du pays, en fonction essentiellement de critères ethniques, continue d'être source de préoccupation.

6. Les six parties qui constituent l'Alliance du nord ont poursuivi leurs efforts en vue de former un groupement politique plus cohérent, appelé "Front islamique de salut national" (UNIFSA). Le nouveau gouvernement du Front, annoncé à la mi-août, a subi un revers le 21 août lorsque son nouveau Premier

Ministre, Abdul Rahim Ghaffoorzai, a été tué dans un accident d'avion à l'aéroport de Bamyán.

7. Rejetant les prétentions du Front, qui affirme être le gouvernement légitime de l'Afghanistan, les Taliban ont continué à essayer de se faire reconnaître sur le plan international, en envoyant des délégations au Japon, en République de Corée, en Chine et en Thaïlande. À l'appui de leur position, les Taliban font valoir que les habitants des zones qu'ils contrôlent vivent dans la paix et la sécurité. En fait, la poursuite des combats entre factions au nord de Kaboul et ailleurs a entraîné une augmentation du nombre des personnes déplacées, dont beaucoup ont été chassées de chez elles par la force et dont certaines ont été arrêtées uniquement parce qu'elles étaient soupçonnées d'être favorables aux forces anti-Taliban. La réalité demeure : l'Afghanistan est englué dans une guerre civile et la population n'a pas vraiment de gouvernement efficace.

8. L'aide militaire venant de l'étranger, en particulier l'approvisionnement des deux parties en armes et en munitions, s'est poursuivie sans relâche pendant la période considérée. Pendant les combats de juillet et d'août au nord de Kaboul, des témoins ont indiqué que, certains jours, trois ou quatre avions déchargeaient des cargaisons d'armes et de munitions à l'aéroport de Mazar-i-Sharif. Selon des informations dignes de foi, des convois de camions ont eux aussi apporté des cargaisons d'armes et de munitions en Afghanistan pendant le mois d'août. Cet approvisionnement de toutes les factions en matériel de guerre, ainsi qu'en carburant et autres formes d'appui logistique, ne sert qu'à prolonger le conflit et à faire échec aux tentatives faites par les Nations Unies pour négocier la fin des hostilités.

#### Situation humanitaire

9. La situation humanitaire en Afghanistan reste très sérieuse. Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) a indiqué que le nombre des victimes directes du conflit avait beaucoup augmenté depuis le début de l'année. Les combats au nord de Kaboul ont entraîné le déplacement de 200 000 personnes. En outre, le CICR a constaté que le taux de mortalité des blessés de guerre dans les districts situés au nord de la capitale était extrêmement élevé, les blessures entraînant la mort dans un cas sur deux ou trois faute de soins appropriés. Une mission conjointe de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et du Programme alimentaire mondial (PAM) a estimé que la récolte de céréales de 1997 devrait dépasser de 18 % celle de 1996 (3,1 millions de tonnes) mais qu'une aide alimentaire d'urgence reste nécessaire pour répondre aux besoins d'environ 1,75 million de personnes.

10. Un relevé des mines terrestres a montré que la situation était plus grave qu'on ne le pensait. D'après les informations les plus récentes, la superficie des zones minées atteint près de 777 kilomètres carrés, et non 550 kilomètres carrés comme on le pensait précédemment. Sur ce total, 322 kilomètres carrés correspondent à des zones résidentielles, commerciales, agricoles et autres zones considérées comme prioritaires, qu'il est urgent de déminer. Malheureusement, le financement du programme de déminage est très insuffisant et il faut trouver d'urgence 4 millions de dollars des États-Unis pour assurer la poursuite des activités essentielles.

11. Une cinquantaine de représentants de l'ONU, des organisations non gouvernementales, des donateurs, du CICR et de la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge se sont réunis le 2 juillet à Islamabad pour examiner les résultats de l'Appel global interinstitutions de 1997 pour l'aide à l'Afghanistan. Au 3 septembre, le total des contributions annoncées et versées était de 41 millions de dollars, soit 31 % du montant requis (133 millions de dollars). M. James Speth, Administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), s'est rendu à Kandahar le 2 septembre. Il a visité deux projets communautaires soutenus par l'ONU et rencontré les représentants des organismes des Nations Unies en Afghanistan et des représentants des Taliban.

12. Pour ce qui est de la situation des femmes, j'ai envoyé en juin une lettre à tous les membres du Comité administratif de coordination (CAC) pour leur demander leur collaboration pour l'exécution des mesures décidées par le Comité exécutif pour les affaires humanitaires afin d'inciter les autorités afghanes à respecter les instruments juridiques internationaux visant à éliminer les discriminations à l'égard des femmes et des jeunes filles. Ma Conseillère spéciale en la matière, Mme Angela King, a présidé les réunions du Groupe spécial interinstitutions sur la situation de la femme en Afghanistan.

13. À la fin juillet, avec l'autorisation des autorités ouzbèkes, des produits de première nécessité ont été transportés en péniche de Termez jusqu'à la ville d'Hairaton, dans le nord de l'Afghanistan. Le PAM a acheminé près de 2 000 tonnes de blé, le CICR 3 000 tonnes de farine de blé et le Bureau des Nations Unies pour la coordination de l'assistance humanitaire à l'Afghanistan 10 000 litres de carburant diesel. Les opérations humanitaires à Mazar-i-Sharif ont été provisoirement suspendues en septembre à cause de l'intensification des combats dans la ville et aux environs.

### III. ACTIVITÉS DE LA MISSION SPÉCIALE

14. Malgré la poursuite des hostilités durant les mois d'été, la Mission spéciale a continué d'avoir des contacts avec les belligérants pour essayer de les amener à engager un dialogue politique. Lors de leurs entretiens avec la MSNUA, les Taliban comme leurs adversaires de l'Alliance du nord ont affirmé qu'ils souhaitaient un règlement négocié. Toutefois, leurs actes ont contredit cette affirmation et montré qu'ils essayaient d'avoir le dessus sur le plan militaire. M. Norbert Holl, Chef de la Mission, a eu entre le 18 et le 27 juin, à Tashkent, Moscou, Paris, Bonn et Rome, des consultations sur la situation en Afghanistan, au cours desquelles il a rencontré des responsables du Ministère des affaires étrangères et d'autres représentants, ainsi que l'ex-Roi Zahir Shah. Après son retour en Afghanistan début juillet, M. Holl a fait la navette entre les parties afghanes en commençant par rencontrer les représentants de l'Alliance du nord le 10 juillet et en terminant le 7 août avec les Taliban. L'objectif de ces entretiens était d'explorer la possibilité d'organiser, en terrain neutre de la région, des négociations directes sous les auspices de la MSNUA avec un représentant de chaque partie, afin d'amorcer une démarche graduelle qui commencerait par la conclusion d'un accord sur un cessez-le-feu et un échange de prisonniers, et pourrait ensuite conduire à des pourparlers plus généraux en vue d'une réconciliation nationale et d'un règlement politique durable.

15. Les deux parties ont reconnu la nécessité d'avoir des négociations directes et aucune n'a rejeté la proposition de la MSNUA. Toutefois, les Taliban ont insisté pour que l'Alliance du nord prenne certaines mesures de confiance, notamment en libérant tous ses prisonniers ou au moins une partie d'entre eux, en particulier les émissaires des Taliban qui s'étaient rendus à Mazar pour négocier, et cette demande a été rejetée par le général Abdul Malik de l'Alliance du nord. Le général Malik a déclaré qu'il était "illogique" de relâcher des prisonniers de guerre avant qu'un cessez-le-feu ait été conclu. En outre, il a de son côté exigé la démilitarisation de Kaboul. Dans une deuxième série de pourparlers, l'Alliance du nord a paru disposée à accepter une rencontre (de préférence dans la région, mais pas au Pakistan) sans conditions préalables, mais les Taliban ont continué d'exiger la libération préalable des prisonniers de guerre.

16. Parallèlement aux efforts de M. Holl, les Gouvernements de la République islamique d'Iran et du Pakistan ont continué d'avoir des contacts avec les parties en Afghanistan. Le Gouvernement pakistanais a essayé de promouvoir un dialogue intra-afghan sous les auspices de l'ONU, sans résultats concrets jusqu'à présent.

17. Pour ce qui est de la question des prisonniers, un certain nombre d'entre eux, qui ont été interrogés par des membres de la MSNUA à Maimana, capitale de la province de Faryab dans le nord-est de l'Afghanistan, et à Bamyan, ont reconnu sans difficulté qu'ils étaient originaires de différentes régions du Pakistan, mais il n'a pas été possible de déterminer s'ils avaient des liens avec les forces armées pakistanaises.

#### IV. DÉSIGNATION D'UN ENVOYÉ SPÉCIAL

18. Le 29 juillet, compte tenu de la persistance du conflit et de la crise humanitaire en Afghanistan, ainsi que de l'échec des efforts visant à associer toutes les parties intéressées à un dialogue politique constructif et viable, j'ai nommé M. Lakhdar Brahimi Envoyé spécial pour une courte mission, le chargeant de consulter les pays et parties intéressés, ainsi que l'Organisation de la Conférence islamique, et de présenter une analyse complète des activités déployées par l'ONU en Afghanistan pour y rétablir la paix. M. Brahimi a entrepris sa mission le 15 août. Dès qu'il l'aura terminée, j'en rendrai compte à l'Assemblée générale et au Conseil de sécurité.

-----